



SECRETARIAT GENERAL DE LA PRESIDENCE – DIVISION DE LA DEONTOLOGIE ET DU STATUT DU DEPUTE

DISPOSITIF DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT ET LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX DANS LES RELATIONS DE TRAVAIL

ACCORD-CADRE N° 24M032

NUMÉRO ET INTITULÉ DES LOTS

LOT 1 : MISE EN PLACE D'UNE CELLULE D'ÉCOUTE POUR LES SITUATIONS DE HARCÈLEMENT, DE SOUFFRANCE AU TRAVAIL ET PRESTATIONS ACCESSOIRES

LOT 2 : FORMATION AU MANAGEMENT DES DÉPUTÉS ET COACHING INDIVIDUEL

LOT 3 : SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE D'URGENCE ET ACCOMPAGNEMENT A LA GESTION D'ÉVÈNEMENTS GRAVES OU DE RISQUES PSYCHOSOCIAUX IMPORTANTS.

LOT 4 : MÉDIATION DE CONFLITS A DESTINATION DES DÉPUTÉS ET DES COLLABORATEURS.

LOT 5 : MÉDIATION DE CONFLITS A DESTINATION DU PERSONNEL DE L'ASSEMBLEE NATIONALE.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1. Objet	5
1.2. Allotissement	5
1.3. Procédure – Forme	6
1.4. Durée	6
1.5. Lieux d'exécution	6
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES	7
2.1. Pièces particulières	7
2.2. Pièces générales	7
2.3. Pièces fournies par le titulaire	7
ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE	7
3.1. Acheteur	7
3.2. Représentant et personnels du titulaire	7
3.3. Formes des notifications entre les parties	8
ARTICLE 4 - PRIX	8
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	8
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	9
4.3. Variation dans les prix	9
4.4. Prestations similaires	10
4.5. Moyens mis gratuitement à disposition du titulaire	10
ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	10
5.1. Modalités de facturation	10
5.2. Mode de règlement	11
5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	11
5.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	11
5.5. Présentation des demandes de paiement	11
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE	12
6.1. Désignation de sous-traitants	12
6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	13
ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES	13
7.1. Avance	13
7.2. Acomptes	13
Cas des prestations forfaitaires relatives à la cellule d'écoute figurant au lot 1 :	13
ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX	14

ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ	14
ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	15
10.1. Responsabilité	15
10.2. Assurances	15
ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	15
11.1. Émission des bons de commande	15
11.2. Délai de prévenance	17
11.2.1. Délais de prévenance du lot 1	17
11.2.2. Délais de prévenance du lot 2	17
11.3. Émission des devis (uniquement lot 2)	18
11.4. Engagements environnementaux	18
11.5. Engagements sociaux	19
11.6. Concession de droit de propriété intellectuelle et conditions d'exercice	19
ARTICLE 12 - SUIVI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	21
12.1. Qualité des prestations	21
12.2. Obligations du titulaire	21
12.3. Opérations de vérification	21
12.4. Livrables	22
ARTICLE 13 - CLAUSE DE RÉEXAMEN	22
ARTICLE 14 - CLAUSE DE TRANSFÉRABILITÉ	22
ARTICLE 15 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	23
15.1. Délais d'exécution	23
15.2. Pénalités	23
ARTICLE 16 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	24
ARTICLE 17 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE	24
17.1. Résiliation	24
17.2. Litiges	24
17.3. Langue	24
ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	25
18.1. Obligation de confidentialité	25
18.2. Protection des données à caractère personnel	25
ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	25
<i>Annexe 1 : protection des données à caractère personnel (RGPD) du lot 1</i>	<i>27</i>
<i>Annexe 2 : protection des données à caractère personnel (RGPD) du lot 2</i>	<i>27</i>

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la mise en place, à l'Assemblée nationale, de dispositifs de prévention et de lutte contre le harcèlement et les risques psychosociaux, ainsi que de formation au management, dans les relations de travail.

L'ensemble des prestations attendues et les populations concernées sont détaillés en annexe du présent CCAP, dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) des lots correspondants.

1.2. Allotissement

L'accord-cadre est constitué de 5 lots distincts. Le CCAP porte uniquement sur les lots 1 et 2.

- **Lot 1 :**

Le lot 1 a pour objet la mise en place d'une cellule d'écoute pour les situations de harcèlement et de souffrance au travail et des prestations accessoires (enquêtes internes, accompagnement-conseil, formation du personnel de l'Assemblée nationale à la lutte contre le harcèlement, actions de communication notamment).

L'ensemble des prestations attendues est détaillé dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) du lot 1 correspondant.

- **Lot 2 :**

Le lot 2 a pour objet la formation au management des députés et le coaching individuel.

L'ensemble des prestations attendues au titre de chacun des lots est détaillé dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) du lot correspondant.

- **Lot 3 :**

Le lot 3 a pour objet le soutien psychologique d'urgence et l'accompagnement à la gestion d'événements graves ou de risques psychosociaux importants.

Ce lot ne fait pas l'objet d'une mise en concurrence.

- **Lot 4 :**

Le lot 4 a pour objet la médiation de conflits à destination des députés et des collaborateurs.

Ce lot ne fait pas l'objet d'une mise en concurrence.

- **Lot 5 :**

Le lot 5 a pour objet la médiation de conflits à destination du personnel de l'Assemblée nationale.

Ce lot ne fait pas l'objet d'une mise en concurrence.

1.3. Procédure – Forme

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée en raison de son objet pour les **lots 1 et 2**, conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1, 3° du code de la commande publique.

Le **lot 1** est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire comprenant des prestations forfaitaires et des prestations à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le **lot 2** est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les **lots 3, 4 et 5** sont des marchés passés sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application des dispositions des articles R. 2122-8 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

1.4. Durée

1.4.1 Durée de validité des lots de l'accord-cadre

La durée du lot 1 est de 1 an à compter du 16 mai 2025 ou de la date de notification de ce lot si celle-ci est postérieure.

Pour le lot 2, cette durée est de 1 an à compter de la date de sa notification.

Chaque lot peut être reconduit de façon expresse 3 fois par périodes consécutives de 1 an.

Cette durée ne peut dépasser 4 ans.

La décision de reconduction est notifiée au titulaire au moins 3 mois avant son expiration par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

1.4.2 Durée maximum d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié. Toutefois, les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de 6 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

1.5. Lieux d'exécution

L'accord-cadre est exécuté :

- dans les locaux du titulaire à l'adresse indiquée dans l'offre technique ;
- dans les permanences parlementaires en circonscription (spécifique au lot 2) ;
- en distanciel ;
- dans les locaux de l'acheteur : Paris 7ème arrondissement.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières

- L'AE (acte d'engagement) de chaque lot dûment complété, et ses annexes dont les annexes financières ;
- Le présent CCAP commun (cahier des clauses administratives particulières) et ses annexes, dont l'annexe RGPD, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le CCTP du lot 1 (cahier des clauses techniques particulières) et son annexe statistique, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le CCTP du lot 2.

2.2. Pièces générales

- Le CCAG-FCS (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

2.3. Pièces fournies par le titulaire

- Le CRT de chaque lot dûment complété (cadre de réponse technique).

ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1. Acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Pour chaque lot, le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent accord-cadre est désigné après notification du présent accord-cadre.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par la ou les personne(s) désignée(s) après notification du présent accord-cadre.

3.2. Représentant et personnels du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de 7 jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et

des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la ou les personne(s) chargée(s) du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sauf acceptation préalable de la ou les personne(s) chargée(s) du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de recusation sans autre justification.

3.3. Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges et sujétions du titulaire. Ils comprennent également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

4.1.1. Contenu des prix du lot 1 :

Pour la partie forfaitaire, les prix sont définitifs. Conformément au CCTP du lot correspondant, le forfait est **annuel** et inclut notamment :

- la prise en charge de 50 appelants par an au titre de la mission de la cellule d'écoute ;
- la mise en place et la mise à disposition d'un numéro de téléphone dédié et d'une plateforme digitale ;
- les prestations de conseil au déontologue et aux responsables de la direction des ressources humaines ;
- le pilotage du marché (réunions de démarrage, de suivi, élaboration et transmission des livrables définis dans le CCTP).

Pour la partie à bons de commande, les prix unitaires sont définitifs. Les prestations à bons de commande sont définies à l'article 7 du CCTP. Le prix des prestations inclut tous les frais relatifs à leur réalisation et notamment :

- les frais de préparation et d'organisation des prestations;
- les frais de création, d'édition et de reproduction des supports de formation, de communication, d'évaluation des stagiaires, les frais de déplacement de l'intervenant.

En revanche, le prix des formations prévu par le titulaire ne doit pas inclure les frais de déjeuner, de déplacement, d'hébergement des stagiaires. Les prix unitaires sont indiqués dans l'annexe à l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix est arrêtée au jour de la notification du lot 1.

4.1.2. Contenu des prix du lot 2 :

Le marché est à bons de commande. Les prix unitaires sont définitifs. Ils sont indiqués dans l'acte d'engagement.

Le prix des sessions de coaching individuel n'inclut pas les frais de déplacement de l'intervenant (frais de transport, frais d'hébergement, de repas...) si la formation est dispensée en circonscription (hors Île-de-France). Ces frais font l'objet d'un devis préalable accompagné des justifications devant préalablement être acceptées par le député bénéficiaire. Le titulaire s'engage à privilégier une offre de déplacement correspondant à la gamme économique.

La Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative est également à bons de commande. Les prix unitaires sont définitifs. Ils sont indiqués dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix est arrêtée au jour de la notification du lot 2.

4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

4.3. Variation dans les prix

Les prix du de l'accord-cadre sont révisables.

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de la date de notification de l'accord-cadre, à l'aide de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times (Indice_1 / Indice_0)$$

Dans laquelle :

P_1 : prix révisé ;

P_0 : prix à la date d'établissement des prix ;

$Indice_1$: dernière valeur connue (y compris provisoire) de l'indice 1 mois avant la date de révision des prix ;

$Indice_0$: valeur de l'indice à la date d'établissement des prix.

L'indice de référence est l'indice Syntec révisé (publié par la Fédération SYNTEC).

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement est utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice est proposé au titulaire ; celui-ci a la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu est réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci peut proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale revient alors à l'acheteur, qui communique l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

La communication des prix révisés 1 mois avant la date de révision des prix à la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution, s'accompagne de celle de l'indice de révision, obtenu par la même formule, sous la forme d'un pourcentage arrondi à la troisième décimale.

Les prix révisés sont arrondis à la deuxième décimale.

4.4. Prestations similaires

L'acheteur peut recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles des lots du présent accord-cadre, tel que prévu par l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, sans que cela n'amène au dépassement du montant maximum du lot concerné.

4.5. Moyens mis gratuitement à disposition du titulaire

Locaux et matériel de projection pour les réunions organisées et les formations dispensées dans les locaux de l'Assemblée nationale.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

5.1. Modalités de facturation

Les prestations exécutées sont payées mensuellement à terme échu, conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures récapitulatives en fin de chaque mois. Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence du lot (intitulé et numéro) ;
- la nature et la quantité des fournitures ou prestations commandées ;
- le cas échéant, la date et le numéro du bon de commande ;
- selon le cas, le montant forfaitaire des prestations comprenant l'acompte mensuel, les sommes déjà payées et les sommes restantes à payer ou en cas de prestation à bon de commande, le prix unitaire HT de chaque prestation,
- Les montants et taux de TVA légalement applicables,
- Le montant total TTC des prestations exécutées,
- Le nom du service destinataire,

- La date et l'adresse de la prestation.

5.2. Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

5.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

5.5. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution de l'accord-cadre.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail,

l'Assemblée nationale peut appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, l'accord-cadre peut être résilié.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

6.1. Désignation de sous-traitants

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément doit être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4¹ (dans la dernière version en vigueur) relatif à la présentation d'un sous-traitant précisant :
 - ❑ la désignation précise des prestations sous-traitées,
 - ❑ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
 - ❑ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
 - ❑ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
 - ❑ le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
5. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ;
6. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
7. Attestation d'assurance ;
8. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

La demande d'agrément du sous-traitant doit être envoyée par courriel à l'adresse suivante :

deontologue@assemblee-nationale.fr

¹ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents sont adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

ARTICLE 7 - AVANCE ET ACOMPTES

7.1. Avance

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 % ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance intervient dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché / de l'accord-cadre (ou 50 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

7.2. Acomptes

Cas des prestations forfaitaires relatives à la cellule d'écoute figurant au lot 1 :

Le titulaire reçoit des acomptes versés mensuellement, calculés au prorata du prix forfaitaire annuel sur la partie exécutée du marché.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

La prestation à bons de commande complétant le forfait par l'ajout d'appelants supplémentaires est rémunérée dans les mêmes conditions.

ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX

L'accès aux locaux est réservé aux personnels du titulaire expressément autorisés par l'Assemblée nationale, qui leur délivre le cas échéant un titre d'accès personnel. Ce badge doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Le personnel du titulaire doit toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité émises par l'Assemblée nationale.

Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai doit être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

10.1. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

10.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit justifier, avant notification du marché, qu'il détient ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1. Émission des bons de commande

11.1.1 Modalités d'émission des bons de commande

Lorsque l'accord-cadre prévoit des prestations par bons de commande, ces derniers précisent la nature, la quantité, le délai de réalisation et le montant des prestations ou fournitures qui sont demandées par l'Assemblée nationale.

Pour le lot 1, sont habilitées à signer les bons de commande les personnes désignées à la notification de l'accord-cadre ou leurs représentants.

Pour le lot 2, sont habilitées à signer les bons de commande les personnes désignées à la notification de l'accord-cadre ou leurs représentants.

Les bons de commandes sont notifiés par l'Assemblée nationale au titulaire sur la base des prix indiqués dans les annexes financières de l'acte d'engagement.

Un bon de commande peut porter sur une ou plusieurs prestations.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification du bon de commande.

11.1.2 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du lot (intitulé et numéro) ;
- le service émetteur ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- la désignation du lieu de d'exécution ;
- les dates de début et de fin, ainsi que la durée d'exécution des prestations ;
- les prix unitaires H.T de chaque prestations ;
- les quantités commandées et le prix total par ligne ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, d'un décompte des sommes payées et restant à payer ;
- tout autre renseignement utile.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai maximum de 3 jours ouvrables à compter de la notification du bon de commande pour présenter ses réserves par tout moyen écrit permettant d'attester de la date certaine de réception (mail, télécopie ou lettre recommandée avec accusé de réception). Passé ce délai, celui-ci est réputé disposer de toutes les informations nécessaires à la réalisation des prestations. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

11.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande

11.1.3.1. Cas général :

Un bon de commande peut être modifié ou annulé, totalement ou partiellement, dans les conditions suivantes :

- si l'annulation intervient dans un délai de 15 jours ouvrés minimum avant la date prévue dans le bon de commande ;
- si un incident imputable au titulaire est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande.

Au-delà de 15 jours, si la modification ou l'annulation d'un bon de commande n'est pas liée à une faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'acheteur. En pareille hypothèse, le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est examinée et acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

Si l'incident est imputable au titulaire, la prestation est reprogrammée dans un délai maximal de 5 jours ouvrés. À défaut de respect de ces dispositions, des pénalités financières sont appliquées conformément à l'article « pénalités » du présent CCAP.

11.1.3.2. Cas des sessions de coaching individuel CCTP du lot 2 :

En cas d'annulation imputable au titulaire, les dispositions de l'article précédent s'appliquent.

En cas d'annulation imputable au député, les dispositions suivantes s'appliquent :

- L'annulation d'un bon de commande jusqu'à **15 jours ouvrés** avant la date prévue de la prestation n'entraîne aucun paiement ni compensation pour le titulaire.
- L'annulation d'un bon de commande entre **9 et 14 jours ouvrés** avant la date prévue de la prestation donne lieu à un dédommagement partiel pour le titulaire, calculé sur la base des frais engagés, sous réserve de la fourniture d'un justificatif.
- L'annulation d'un bon de commande effectuée moins de **8 jours ouvrés** avant la date prévue de la prestation entraîne le règlement de la totalité du coût de la session.

Pour les packs de 3 sessions, le montant est proratisé.

11.2. Délai de prévenance

11.2.1. Délais de prévenance du lot 1

Pour les prestations à bons de commande définies dans le CCTP, intitulées « Ajout d'appelants supplémentaires au dispositif de cellule d'écoute », le délai de prévenance laissé au titulaire pour s'adapter, à compter de la réception du bon de commande, est le suivant :

- **10 jours calendaires** pour la prise en charge de 10 appelants supplémentaires ;
- **20 jours calendaires** pour la prise en charge de 20 appelants supplémentaires ;
- **30 jours calendaires** pour la prise en charge de 30 appelants supplémentaires.

Pour les prestations à bons de commande définies dans le CCTP, intitulées :

- « Formation sur le thème du harcèlement pour l'encadrement et le personnel relevant du service des ressources humaines », un délai de prévenance maximal de **21 jours calendaires**, sauf cas d'urgence, est fixé entre la réception du bon de commande et la date de la formation ;
- « Prise en charge d'une enquête interne », un délai de prévenance maximal de **15 jours calendaires** est fixé entre la réception du bon de commande et la date de réunion de démarrage de l'enquête.

11.2.2. Délais de prévenance du lot 2

Pour les prestations à bons de commande définies dans le CCTP, portant sur les formations collectives, un délai de prévenance maximal de **20 jours calendaires** est fixé entre la réception du bon de commande et la date de la formation.

Le titulaire s'engage à respecter un délai maximal de **15 jours calendaires** entre la demande de session de coaching individuel formulée par le député et la programmation effective du rendez-vous.

11.3. Émission des devis (uniquement lot 2)

Les devis portent sur les frais de déplacement, hébergement et repas des intervenants dans le cadre des formations de coaching individuel dispensée en circonscription en dehors de l'Île-de-France définies dans le CCTP du lot 2.

L'acheteur transmet ses demandes de devis et de calendrier par messagerie électronique au titulaire, qui doit y répondre dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la date de transmission.

Les demandes de devis sont transmises avec un préavis minimum de 15 jours calendaires avant la date de début d'exécution des prestations.

La durée de validité du devis est de 20 jours calendaires à compter de sa date d'envoi.

Les devis du titulaire comportent :

- les nom et adresse du titulaire ;
- un identifiant et une date ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro de l'accord-cadre) ;
- la référence du devis ;
- le service émetteur de la demande de prestation ;
- la désignation de la prestation (par référence à l'annexe financière de l'acte d'engagement) ;
- le prix unitaire hors taxe des prestations ;
- les quantités associées et le prix total par ligne ;
- le montant total hors taxes des prestations ;
- le taux et le montant des taxes appliquées au montant des prestations ;
- le montant toutes taxes comprises des prestations, la date et/ou le délai d'exécution de la prestation ainsi que le lieu d'exécution ;
- la signature de la personne habilitée à engager le titulaire.

Si la prestation nécessite l'intervention d'un sous-traitant, le devis du titulaire doit impérativement le préciser et une déclaration de sous-traitant doit être jointe au devis.

11.4. Engagements environnementaux

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les véhicules utilisés par le titulaire relevant des normes Euro respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 5. Ils sont équipés de vignettes Crit'air de niveau 1 à 4 (y compris véhicules électriques et hydrogène). À compter de 2024, les prestations sont exécutées par le biais de véhicules ne comportant aucune motorisation Diesel.

Les véhicules légers (PTAC \leq 3,5 t) utilisés ont un seuil d'émissions de CO₂ de 110g/km.

Il est également souhaité que le parc servant à l'exécution des prestations comprenne de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermique) conformes aux normes en vigueur.

De la sorte, les prestations sont exécutées autant que faire se peut à l'aide de véhicules :

- dont la consommation de carburant est réduite ;
- les moins polluants en matière de rejets atmosphériques et en niveau sonore ;
- entretenus et suivis de manière à maintenir leur performance en termes de consommation et de limitation des nuisances (bruit et rejets) ;
- respectant le standard EURO 6 en matière d'émission de polluants.

Si le titulaire ne détient pas la certification « Label Objectif CO2 », il respecte autant que faire se peut les éléments de cette certification dans le cadre de sa politique environnementale.

Il est rappelé que l'article L. 1431-3 du code des transports oblige à apporter une information à tout bénéficiaire d'une prestation de transport sur la quantité de GES émise par le ou les modes de transport utilisés.

11.5. Engagements sociaux

Pour les deux lots :

Le titulaire s'engage à mettre en place les mesures nécessaires pour respecter les engagements suivants :

Spécifiquement pour le lot 1 :

Les modalités d'accès à la cellule d'écoute doivent être adaptées aux personnes en situation de handicap.

Spécifiquement pour le lot 2 :

Pour les formations organisées dans les locaux du titulaire, les modalités d'accès doivent être adaptées aux personnes à mobilité réduite.

11.6. Concession de droit de propriété intellectuelle et conditions d'exercice

Le présent article s'applique :

- aux supports de formation et autres livrables documentaires transmis par le titulaire dans le cadre de l'exécution du marché prévus aux lots 1 et 2 ;
- à l'identité visuelle transmise par l'Assemblée nationale (connaissance antérieure) et destinée à la plateforme web de la cellule d'écoute prévue dans le lot 1 ;
- ainsi qu'aux modules de formation susceptibles d'être acquis dans le cadre de la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative spécifique au lot 2.

11.6.1 Définition et régime des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'Assemblée nationale dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'Assemblée nationale², au titulaire ou à des tiers, ou qui leur sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les

² Notamment l'identité visuelle transmise par l'Assemblée nationale au titulaire et destinée à la plateforme web de la cellule d'écoute.

bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures.

L'Assemblée nationale et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, les dispositions du présent article demeurent en vigueur.

11.6.2 Régime des résultats relatifs aux livrables documentaires

Par dérogation à l'article 37 des CAG-FCS, le titulaire concède à l'Assemblée nationale et aux participants, avec l'ensemble des garanties de droit et de fait associées, à titre non exclusif et au fur et à mesure de leur réalisation, le droit d'utiliser et d'exploiter les livrables documentaires, à savoir l'ensemble des études, rapports, support de formation ou tout autre livrable découlant des prestations objet du marché afin de permettre à l'Assemblée nationale de les exploiter librement.

La concession des droits de propriété intellectuelle relatifs aux éléments précités est effectuée pour toute la durée légale de protection des droits de propriété, intellectuelle, telle que reconnue par les lois présentes ou futures, pour le monde entier, sans restriction. La présente concession porte sur l'ensemble de ces éléments, dans toutes leurs versions, qu'elles soient achevées ou inachevées.

Les droits concédés comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, d'évolution, d'incorporation afférents aux résultats.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'Assemblée nationale demeure concessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats des prestations concernées.

11.6.3 Régime des données

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'Assemblée nationale. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'Assemblée nationale.

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Il s'engage à les détruire à l'issue du marché, à la demande de l'Assemblée nationale le cas échéant..

11.6.4 Droits de l'administration

Il est fait application de l'article 37.2 du CCAG-FCS.

11.6.5 Garanties des droits

Il est fait application de l'article 37.4.2 du CCAG-FCS.

11.6.6 Droits du titulaire de l'accord-cadre

Il est fait application de l'article 37.3 du CCAG-FCS.

11.6.7 Prix de la concession

Il est convenu que la rémunération de la concession des droits est incluse dans le prix perçu par le titulaire au titre du marché.

ARTICLE 12 - SUIVI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

12.1. Qualité des prestations

Les prestations doivent être conformes :

- aux prescriptions des normes homologuées, les normes applicables étant celles en vigueur le premier jour du mois précédant la date de notification ;
- aux spécifications contractuelles (dont le cadre de réponse technique (CRT) fourni par le titulaire au moment de son offre) ;
- aux bons de commande.

12.2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à satisfaire aux exigences de qualité, de présentation et de conditionnement décrites dans les documents contractuels. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner le rejet des prestations et peut avoir pour conséquence la résiliation de l'accord-cadre.

Tout manquement du titulaire aux engagements souscrits (notamment un retard de livraison ou une livraison non-conforme) lui est signalé par lettre recommandée avec avis de réception et peut faire l'objet des pénalités et sanctions.

12.3. Opérations de vérification

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de l'acheteur, par le service en charge du suivi opérationnel de l'exécution.

Les opérations de vérification consistent à s'assurer que la prestation est conforme aux stipulations du présent accord-cadre.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie la bonne exécution des prestations. Il n'avise pas le titulaire des opérations de vérification.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne sont pas entièrement conformes aux stipulations du présent marché, il informe le titulaire de la réfaction qu'il entend appliquer sur le prix des prestations et les motifs de non-conformité. Le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai fixé.

À l'issue des opérations de vérification, si ces dernières sont positives, la certification du service fait vaut décision d'admission des prestations.

À l'issue des opérations de vérification, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations peuvent être prononcés par une décision motivée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti au service en charge du suivi opérationnel de l'exécution pour procéder aux opérations de vérification est de 1 mois à compter de la date de livraison du dernier livrable ou de l'achèvement de l'exécution du service. Ce délai est de 7 jours pour la réception de la plate-forme numérique mentionnée à l'article 4.2 du CCTP.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas convoqué aux opérations de vérification.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations contractuelles. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai de 1 mois à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

12.4. Livrables

La liste des livrables et leur fréquence de transmission figure à l'article « Pilotage » des CCTP des lots 1 et 2.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre en cours d'exécution. Des prestations peuvent être ajoutées ou supprimées, à l'initiative exclusive de l'acheteur, notamment en cas d'événement aux spécificités imprévues ou en cas de nouveaux besoins imprévus. Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 14 - CLAUSE DE TRANSFÉRABILITÉ

Dans le cadre de la cessation du lot 1 pour quelque cause que ce soit, le titulaire sortant s'engage à assurer la continuité des services pour permettre une transition fluide et sans interruption avec le titulaire entrant. À ce titre, le titulaire sortant est tenu de fournir, dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la notification de fin de contrat, les éléments suivants au nouveau titulaire ou au service désigné par l'acheteur :

1. Transfert du numéro d'appel dédié à la cellule d'écoute
Le titulaire sortant doit transmettre au titulaire entrant le numéro de téléphone dédié à la ligne d'écoute mise en place pour le marché. Ce numéro doit être opérationnel jusqu'à sa réattribution au titulaire entrant, qui en assure alors la gestion.

2. Transfert de l'URL de la plateforme digitale dédié à la cellule d'écoute
Le titulaire sortant doit transférer au titulaire entrant ou au représentant désigné par l'acheteur tous les droits associés à l'URL mis en place pour les services concernés.

Le titulaire sortant s'engage à collaborer pleinement avec le titulaire entrant pour toute action technique ou administrative nécessaire à la réattribution de ces ressources, notamment en fournissant toute documentation requise.

ARTICLE 15 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

15.1. Délais d'exécution

La prestation forfaitaire du lot 1 s'exécute à compter de la notification du marché.

Pour les autres prestations des lots 1 et 2, le délais d'exécution des prestations est fixé dans le bon de commande. Ils tiennent compte des délais de prévenance figurant dans le CCAP ou dans l'offre du titulaire.

15.2. Pénalités

➤ Dépassement des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 100 euros.

➤ Autres pénalités :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale peut appliquer, sur simple constat de ses services ou de leurs représentants, les pénalités de retard suivantes :

Pénalité forfaitaire applicables en cas d'absence aux réunions prévues dans le CCTP de chaque lot	250 €
Pénalité forfaitaire applicables pour mauvaise qualité d'un livrable (Dans le cas où le pouvoir adjudicateur doit procéder à des demandes de réécriture portant sur plus de 10 % du livrable. Le travail de réécriture correspondant ne donne pas lieu à rémunération supplémentaire)	150 €
Pénalités journalières applicables pour indisponibilité totale ou partielle de la cellule d'écoute et d'accompagnement (lot 1) supérieure à 24h	300 €
Pénalité forfaitaire applicable pour l'annulation d'une formation par le titulaire sans justification valable et sans solution alternative conformément à l'article 11 du présent CCAP	20 % du montant de la prestation
Manquement à la protection des données à caractère personnel (par cas constaté)	2000 €
Manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via le portail de dématérialisation des factures	200 €
Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé	10 % du montant du marché
Manquement aux obligations définies à l'article 4 du CCTP (lot 2), notamment un retard dans la remise des rapports ou un défaut de qualité de ceux-ci	150 €

➤ **Modalités d'application des pénalités**

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant.

Le montant des pénalités encourues est plafonné à 30 % du montant du lot.

ARTICLE 16 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 17 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE

17.1. Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement » ;

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

17.2. Litiges

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

17.3. Langue

Les documents relatifs au présent accord-cadre sont rédigés en Français.

ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

18.1. Obligation de confidentialité

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du accord-cadre, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

18.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues aux annexes 1 et 2 du présent document.

ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent document apporte les dérogations listées ci-dessous au CCAG-FCS :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG.

- L'article 3.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG.
- L'article 4.1 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG.
- L'article 10.2 déroge à l'article 9 du CCAG.
- L'article 11.1 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG.
- L'article 11.6 déroge à l'article 37 du CCAG.
- L'article 12.3 déroge aux articles 27, 28.2 et 30 du CCAG.
- L'article 15.2 déroge à l'article 14 du CCAG.

ANNEXE 1 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD) DU LOT 1

(Voir fichier Word joint)

ANNEXE 2 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD) DU LOT 2

(Voir fichier Word joint)

ANNEXE 3 : FICHE D'INFORMATION SUR LA LUTTE CONTRE LE HARCELEMENT A L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Voir fichier Word joint)